

LE GOUVERNEMENT SUBVENTIONNE LA HAUTE-BANQUE...

La Société des Mines d'Or de Salsigne exploite la meilleure mine d'or de France. En 1938-1939, elle a produit entre autres métaux, 1.557 kg. d'or. La guerre a ralenti sa production et l'État lui alloue une indemnité d'environ cent francs par gramme d'or extrait. La société est en pourparler pour faire *[il semble manquer là-aussi une ligne]* la part de Salsigne, les prétentions qu'elle émet frisent l'inconscience ou le cynisme; de la part du gouvernement, la subvention allouée, en ces circonstances, est tout simplement scandaleuse. A l'heure où les augmentations des salaires, approuvées et accordées par le patronat, sont refusées par l'État, ces 100 francs prennent une signification qui devrait faire réfléchir syndicalistes et ouvriers sur la sincérité des opinions égalitaires et démocratiques de nos actuels dirigeants, quels qu'ils soient en général et, en particulier, sur celle du camarade Marcel Paul, *Ministre de la Production Industrielle*, qui soumet et propose favorablement cette mesure à l'agrément de son collègue socialiste M. Philipp, notre grand argentier.

Mais où l'histoire dépasse les bornes et prend les proportions d'un scandale intolérable, c'est lorsqu'en définitive, cette indemnité est une subvention tirée des deniers publics, accordée à la Haute-Banque. Qu'ont en juge: Salsigne est une filiale de la célèbre «*Association minière*», trust puissant contrôlant un certain nombre d'entreprises françaises et étrangères. Cette *Association minière* est contrôlée, et est même *[il semble manquer là-aussi encore une ligne]* un jour l'histoire et dévoilerons les noms. Les deux membres de cette association occulte sont: la *Banque Mirabaud et Cie* et la *Banque de Gunzburg*. Les dividendes reçues par ces deux banques pour leurs participations dans l'*Association Minière*, dont la trésorerie est alimentée en partie par l'indemnité gouvernementale accordée à sa filiale, ne sont fond en réalité QU'UNE SUBVENTION DE L'ÉTAT. Qu'en pensez-vous travailleurs aux salaires bloqués? Et que dites-vous de ces traitements à sens opposés?

L'influence de ces deux établissements bancaires sur le personnel gouvernemental - ministres, députés, etc... - est tellement puissante qu'une autre filiale de l'*Association minière*, la *Société Houillère de Sarre-Moselle* a pu, au début de 1945 «*s'assurer auprès des organismes officiels les moyens de Trésorerie nécessaires tant à la reprise de l'exploitation qu'à la réparation de ses dommages de guerre...*». Cependant et d'après la Société elle-même «*l'équipement - de ces mines - n'avait pas subi de dommages majeurs, mais seulement une usure excessive...*». «*Ces... moyens de trésorerie*» sont une deuxième subvention libéralement octroyée à notre Haute-Banque, puisqu'il n'y a pas de destruction de guerre. Est-ce clair? Et qu'en pensez-vous, petits sinistrés qui avez tout perdu dans les bombardements et attendez encore le règlement définitif de votre indemnité normale?...

Un peu de l'histoire de ces deux banques citées plus haut est édifiante. Les de Gunzburg ont une prédilection marquée pour les affaires étrangères et leurs participations à la *Banque des Pays de l'Europe Centrale* n'émeut guère leur patriotisme public. Le contrôle de la *Banque Franco-Japonaise* renforce probablement l'idée singulière qu'ils se font du patriotisme. Ils sont d'ailleurs rejoint en cela par leurs compères les Mirabaud, dont les démêlés avec le Maréchal Tito au sujet des *Mines de Bor*, en Yougoslavie, servilement... «*prêtée*» à l'occupant ont défrayé quelque temps non seulement les sphères financières, mais aussi la presse d'information.

Mais l'esprit de leur patriotisme s'est ranimée en exigeant l'envoi du général Leclerc et de ses soldats

en Indochine, pour rétablir une situation gravement compromise par l'insurrection Indigène. C'est que la *Banque Mirabaud* a des intérêts immenses, incroyables, fabuleux dans ce pays: participations agricoles, industrielles, commerciales, financières, houillères, transports, etc... etc... Le format de notre journal ne suffirait pas pour citer les entreprises qu'elle contrôle soit directement, soit indirectement. La nécessité patriotique qui exigeait l'envoi de petits gars là-bas, la voici...

Ainsi l'État offre une prime à la *Haute Banque* pour sa... collaboration avec l'ennemi, cependant que les juges à Versailles condamnent un ouvrier simplement accusé d'avoir travaillé volontairement en Allemagne et sans esprit politique de sa part - à cinq ans d'indignité nationale ainsi que sa femme coupable... d'avoir touché les mandats de la paie de son mari!!...

Le Gouvernement qui ose de tels partis-pris évidents est - paraît-il, - à tendance progressive, démocratique et égalitaire. Que serait-ce alors s'il était fasciste?...

La violation légale des nationalisations

Le Conseil des «*Mines de Marles*» proposera à son Assemblée Générale, une ingénieuse forme destinée à violer la loi sur la nationalisation et permettre l'attribution d'une action nouvelle de la «*Société Industrielle, Financière et Forestière de Gérance*» contre quatre «*Marles*». Cette combinaison permettra de voler le nouveau propriétaire, l'État, AVEC SA COMPLICITÉ, et c'est ce fait seul qui nous intéresse.

La «*Compagnie des Mines de la Grand'Combe*» distribue un dividende de 150fr. L'an dernier, aucun dividende n'avait pu être réparti. Cette somme est prélevée, non pas sur les bénéfices, mais grâce à un prélèvement sur les réserves générales qui devraient faire retour au nouveau propriétaire l'État, au même titre que les propriétés bâties de la Compagnie. Mais cette illégale opération est couverte par un membre de la *Haute-Banque* dont le nom est une enseigne flamboyante: de Rothschild.

Ces deux exemples montrent en plus de l'inanité des réformes étatiques, la «*bienvéillante neutralité*» - la complicité même - du gouvernement.

Vêtir ceux qui sont nus

La pénurie des matières premières est fréquemment le fait d'un malthusianisme économique engendré par tout régime basé sur le profit. La plupart du temps cette pénurie est créée artificiellement en vue d'une augmentation des prix de vente du produit et, par conséquent, de la marge réservée aux bénéfices; le consommateur soutire donc dans ce cas, de ces deux désagréments: difficulté d'approvisionnement et cherté abusive de la marchandise.

La pléthore de matières premières abaisse - ou doit abaisser, si le libre jeu économique est respecté par les industriels et les commerçants - le prix de vente du produit grâce à une foule de raisons: loi de l'offre et de la demande, réduction massive des frais généraux par le «*plein rendement*», etc... Mais cette abondance a des répercussions sociales désagréables: chômage, entre autres. Le capitalisme se trouve donc dans une impasse en tant qu'organisation devant assurer un ordre parfait, et ce simple fait - immoral - conclut à la nécessité de sa disparition rapide.

Un exemple illustre cette conclusion: la laine. Mme Gerda Blau, directrice des recherches économiques du *Secrétariat International de la Laine*, estime le stock des Dominions britannique et de l'Amérique du Sud - à l'exclusion des autres pays producteurs - à 2 milliards de kg et calcule qu'avec une consommation supérieure de 20% à celle d'avant-guerre et compte tenu des récoltes normalement moyennes, ces stocks excédentaires pourraient être absorbés en douze ou treize ANS. Cette catastrophe est, d'autre part, aggravée par l'amélioration quantitative et qualitative des fibres textiles synthétiques; on monte actuellement un nouveau tissu de laine à base d'algue qui dépasserait en qualité tout ce qui a été produit jusqu'ici en France.

Le capitalisme pourrait peut-être, à la rigueur, résoudre temporairement les problèmes nés de la guerre. Il

ne peut solutionner ceux que le Progrès technique créé inlassablement, qui font éclater son cadre archaïque et engendrent ainsi une crise de régime. La Révolution est mue par le moteur - science technique - et rien, ni personne, ne peut l'arrêter.
